



# FÉDÉRATION DES COMBATTANTS ALLIÉS EN EUROPE

## LE MOT DU PRÉSIDENT

Un modeste Hameau de St-Fiacre, dans la grande banlieue parisienne, en bordure de la Voie Triomphale, célébrait, le 22 août dernier, le 46<sup>e</sup> anniversaire de sa libération par les troupes du Général PATTON, qui encercla, à l'époque, les armées allemandes de Normandie et de la région parisienne. Monsieur Denis MEUNIER, Maire de la Commune d'Auvers St-Georges, dont dépend ce hameau, en présence d'un nombreux public, face au monument érigé en souvenir de l'Armée américaine, après que le dépôt des fleurs eût été effectué par M. Thadée JAGO, Président de la Fédération des Combattants Alliés en Europe, prononça un discours qui fit vibrer les cœurs de l'assistance.

J'ai choisi de son allocution, quelques passages que voici, pour rappeler le glorieux souvenir de cette déjà lointaine époque.

« Après avoir connu la défaite, la France, pays de la liberté et des droits de l'homme, allait-elle retrouver son indépendance ? Or le 8 novembre 1942, les Américains ont pu débarquer au Maroc et en Algérie. Le

19 novembre 1942, les forces françaises d'Afrique du Nord reprennent leur place aux côtés des Alliés. Les britanniques, après avoir chassé l'Afrika Korps de Tripoli, rejoignent Français et Américains en Tunisie. Les Allemands redoutant l'ouverture d'un second front consolident leur protection sur le littoral, mais la Résistance harcèle de plus en plus les troupes allemandes en les obligeant à se disperser davantage, alors que les Alliés progressent en Italie. Le 5 juin 1944 à 21 h 15, la B.B.C. diffuse un message qui ne passe pas inaperçu des responsables de la Résistance : « Les sanglots longs des violons de l'automne blessent mon cœur d'une langueur monotone ». Les initiés ont compris : c'est pour demain ! Dans la nuit, 10.000 avions arrosent les positions allemandes, pendant que 5.000 navires alliés traversent la Manche ».

M. MEUNIER, en guise de conclusion à son long discours, que j'ai le regret de ne pouvoir

reproduire en entier, posa la question : « Nous Français, champions de la démocratie, de la liberté, des droits de l'homme, aurions-nous été capables d'un tel élan, d'un tel sacrifice pour porter secours et assistance à un peuple opprimé ? »

Th. JAGO



### SOMMAIRE

Le mot du Président	Page 1
Historique du Réseau	
Monika militaire	Page 2
Association Franco-polonaise	Page 3
Commemoration de la bataille de Falaise	Page 3
La Guerre d'Algérie	Page 4

4° P. 133-10

#### (4) HISTORIQUE DU RÉSEAU DE RÉSISTANCE « MONIKA MILITAIRE », Guerre 1939-45 (suite) par Th. JAGO

Quant au radio-opérateur, le Lieutenant PUCILOWSKI, la Section des Affaires Spéciales, lui recommanda à plusieurs reprises de limiter l'activité de son poste, pour des raisons de sécurité, mais sans succès. Il transmettait immédiatement toute dépêche chiffrée. Il fut pris sur le fait par la Gestapo et, malgré ses blessures, fut atrocement torturé avant d'être fusillé, avec le jeune CHWALSKI, âgé de 18 ans, le 16 juin 1944 à Saint Formand, dans l'Ain, où leurs noms figurent sur le Monument aux Morts.

Le service de parachutage comprenait : les Commandants LASKOWSKI LUDYGA, et Marian JAROSZYK, les Lieutenants Stanislas MAZIAREK, Rudolphe RYGIEL, Thadée WERLA, les adjudants-chefs Stanislas MOZDYNIEWICZ et Michel MAKUSZ, les aspirants Stanislas GOLFAR.

Le 20 juillet, le quartier général de DANIEL, fut saisi par la Gestapo, ainsi que le poste-émetteur de la rue Jacob, avec son opérateur Édouard BOMBA, dit « Toréador ». Envoyé dans un camp de concentration en Allemagne, il fut libéré par les Armées alliées et put rentrer en France.

#### DIFFÉRENTES INCARNATIONS DE DANIEL

Daniel, de par ses fonctions, fut obligé de voyager beaucoup à Grenoble, Lyon, Paris, Lille. Pour échapper aux recherches de la Gestapo il changeait constamment de domicile et d'état civil. Il était tantôt Karl SONDERMARK, de nationalité suédoise tantôt Carlos DA COSTA, de l'Ambassade d'Espagne, ou encore Charles POTTER, pédiatre, ou enfin Hugo STEINER, de nationalité suisse. Ses nombreux déguisements et ses pseudonymes successifs, Daniel, Nestor, Junosza, Synek, — par opposition à l'opérateur de poste Roland, alias Synek —, la protection de son entourage et de ses amis lui permirent de rester insaisissable tout au long de l'occupation, alors que certains de ses collaborateurs n'eurent pas cette chance-là.

Au printemps de 1944, la Gestapo intensifia la guerre contre la Résistance et le nombre des victimes augmenta. Même Daniel faillit tomber entre ses mains. A la suite de l'arrestation du Capitaine Thadée SZMIDT, chargé d'une subdivision de Lyon, Daniel y fut appelé par une dépêche codée. Il s'y rendit sous le nom de Carlos Da Costa. Or la Gestapo con-

trôlait le train. Quand il eut aperçu les Allemands, prévenu par ailleurs du danger par le service de sécurité qui l'accompagnait, il passa dans un compartiment occupé par un colonel allemand avec lequel il se mit à converser. Mais à la gare de Lyon, nouveau contrôle. Heureusement il fut aperçu par le capitaine de Gendarmerie M. Floquet qui, voyant le danger, fit irruption dans le wagon, passa les menottes à Daniel en expliquant avoir appréhendé un redoutable malfaiteur. Il faillit encore une autre fois d'être pris dans la seconde moitié de juillet 1944. On arrêta deux chefs du réseau civil, MM. SKIWSKI et BITNER. Ils connaissaient la planque de Daniel. Le 20 juillet, la Gestapo investit le local où fonctionnait l'émetteur de la rue Jacob et la planque de la rue du Sommerard. En entendant parler allemand, alors qu'il se trouvait dans l'escalier, il monta au dernier étage, chez une jeune femme qu'il connaissait de vue et qui le sauva. Il portait alors un ausweiss signé par le Hauptsturmführer Franz Müller, Chef de la Gestapo de Toulouse.

Daniel, trouva d'autres planques, rue de Vaugirard, quai de la Tournele, où je pus, moi-même échapper à l'arrestation grâce à un capitaine, prince roumain de la Gestapo du Palais Bourbon. Il se cacha chez Madame Alavoine arrêtée, mais libérée quelques temps après ; puis chez le Chanoine Bieniars, avenue Victor Hugo, etc. DANIEL portait alors une nouvelle carte d'identité au nom de Hugo STEINER.

Toutes ces fausses pièces d'identité furent fabriquées en Angleterre par la Section des Affaires Spéciales, grâce aux modèles de différents imprimés et pièces d'identité, rapportés par le Sous-lieutenant KONIECZKO, envoyé à cet effet en France. D'autre part, en mars 1944, fut parachuté, le Sous-lieutenant KIJEWski (Murat) spécialisé dans la fabrication de faux documents, muni des imprimés et tampons indispensables. Il délivrait également aux soldats allemands de faux congés de maladie, de fausses permissions, etc. Toutefois, son bureau à Toulouse fut découvert, mais lui-même put s'échapper. Cette opération éphémère devait avoir pour but de provoquer des troubles dans l'armée allemande.

Après le 15 août DANIEL perdit tout contact avec Londres ; même Paris se trouva isolé et séparé du reste de la France par les bombardements des voies de communications, routes et lignes de chemins de fer.

#### DANIEL ET LA FRANCE COMBATTANTE

Les contacts de DANIEL de l'époque lyonnaise avec Henri FRENAY, Officier de carrière de l'armée française, lui permirent d'approcher d'autres personnalités de la Résistance française, le Colonel Ely NAVARRE, le Colonel KLEBER, le Général PONS-CARRAL de JUSSIEU, ancien chef d'État-Major du 45<sup>e</sup> Corps d'Armée du Général DAILLE, dont fit partie la 2<sup>e</sup> Division d'Infanterie Polonaise.

La collaboration de DANIEL avec les Français ne passa pas inaperçue aux yeux des responsables du réseau civil. Ils le dénonçaient au Ministre de l'Intérieur, dont ils émanaient : ils signalaient sa collaboration avec les communistes.

En conséquence, le MON (Ministère de la Défense Nationale), tout en protégeant Daniel et lui conférant le grade de colonel, l'invita à être prudent avec les Français : il ne devait pas leur confier de secrets militaires, ne pas les initier aux affaires de l'organisation, mais il devait maintenir ses contacts avec un maximum de réserve, toute autre politique pouvant nuire à la conspiration, et, bien entendu, n'entretenir aucun contact avec les communistes.

Malgré ces instructions, Daniel fut convaincu que la Résistance polonaise devait aller de pair avec la France combattante, dont il devait être l'associé privilégié et naturel. Il savait qu'en servant la France, il servait en même temps la cause alliée.

Sous la pression des circonstances, Daniel transféra son poste opérationnel à Paris, d'où il faisait des sorties pour se rendre à Lyon, à Grenoble, dans le Massif Central, dans la région du Nord et du Pas de Calais. Prévoyant le cours des événements et envisageant une lutte ouverte avec les troupes d'occupation, il prit contact avec Georges Bidault, Président du Conseil National de la Résistance. Il collabora avec le Général CHABAN-DELMAS, le Colonel BOURGÈS-MOUNOURY, le Lieutenant-Colonel ELY, le Lieutenant-Colonel NAVARRE, chef de la Sécurité, le Colonel KLEBER (FTPF). Daniel renoua les relations avec d'autres groupes de la Résistance, sans tenir compte de leur appartenance politique. Son action eut également le soutien du COMAC, dont la Commission militaire lui reconnut le grade de général.

(à suivre)

## EDITORIAL

*Vous faites beaucoup pour nous et je ne veux manquer aucune occasion de vous remercier, tant votre fidélité nous est précieuse.*

*Au titre du soutien que vous nous apportez, je voudrais vous parler de notre revue « EUROPA ».*

*Car cette revue que vous avez entre les mains, prend elle aussi, une part importante dans le développement de l'Association.*

*C'est grâce à elle que vous pouvez connaître les résultats de l'action que nous menons avec vous. Grâce à elle d'autres personnes peuvent s'intéresser à notre cause.*

*Aussi, sachez qu'en soutenant « EUROPA » par votre abonnement, vous contribuerez à aider, à élargir son audience, à mieux faire connaître ses enjeux et ses besoins, à y associer sans cesse davantage de bonnes volontés.*

*Cela signifie également que vous pouvez jouer un rôle actif en faisant partager votre revue à votre entourage. Pour les inciter à vous rejoindre dans le combat que nous menons ensemble.*

*Merci de soutenir votre revue par votre abonnement. Merci de la faire connaître autour de vous. Merci de contribuer ainsi à l'action de l'Association.*

*Yves DETROYAT  
Président*



*Madame la Maréchale ZDROJEWSKA et le Président DETROYAT lors du Conseil d'Administration de l'Association le 21 juin 1990*



*Mairie de Potigny le 24 juin 1990*

## Commémoration du 46<sup>e</sup> anniversaire de la Bataille de Falaise

La cérémonie organisée à la nécropole nationale par les Anciens de la première division blindée polonaise, s'est déroulée le dimanche 24 juin 1990 en présence d'un très grand nombre d'anciens combattants et de leurs familles et d'une pléiade de personnalités civiles et militaires de France, de Pologne, d'Amérique, du Canada et de Grande-Bretagne, se sont retrouvés pour commémorer le quarante-sixième anniversaire de la

Bataille de Falaise et de manière générale le débarquement de Normandie. Un épisode des plus importants de la seconde guerre mondiale où les soldats américains, canadiens, britanniques et polonais étaient au coude à coude pour libérer le territoire français.

Entourés d'une cinquantaine de porte-drapeaux, au milieu desquels se tenait un groupe en costume folklorique polonais, les différentes autorités ont procédé à un dépôt de gerbes au pied du monument aux morts, avant que ne retentissent les hymnes nationaux.

Comme il est de tradition pour cette commémoration, l'abbé ZAJAC, aumônier polonais a célébré la messe à la fois en français et en polonais devant une foule recueillie. Au milieu de ces centaines de tombes de militaires polonais tués en terre française dans leur lutte contre le nazisme l'abbé ZAJAC a rappelé que « c'est avec amour qu'ils ont défendu les principes moraux de l'humanité ».

A l'issue de la messe, le cortège s'est rendu à Potigny pour un dépôt de gerbe au monument aux morts et où la municipalité a offert un vin d'honneur.

# GUERRE D'ALGÉRIE

B.D.I.C.

Trente ans après, l'Algérie au cœur de l'actualité. Tout ce qui touche à ce pays, les récents « événements » viennent encore de le prouver, réveille de vieilles blessures qui n'en finissent pas de cicatriser.

L'Algérie, la guerre, le présent et le passé, mélange tragique de souvenirs cruels, de regrets, peut-être de remords... Des feux mal éteints.

Ils sont nombreux, les groupes porteurs de cette mémoire diffuse ; combattants désespérés de l'OAS, et déserteurs ou insoumis rangés du côté du FLN ; simples soldats du contingent ou officiers supérieurs de l'armée française ; fils de harkis ralliés à la France, ou jeunes beurs, enfants de nationalité algérienne ; hommes politiques d'aujourd'hui qu'obsède le souvenir de cette guerre et, parfois, de leurs reniements ; partisans de l'Algérie française, ou défenseurs de l'indépendance algérienne ; et, bien sûr, la masse des pieds-noirs, chrétiens ou juifs, de droite ou de gauche, originaires des villes ou des campagnes, mêlés...

Au total, plus de 5 millions de personnes sont directement concernées par la guerre d'Algérie. Avec des expériences très partielles, très individualisées, très différentes, où il se révèle difficile de délimiter les souvenirs communs. L'Algérie de 1954 n'est pas l'Algérie de l'année 1962. L'Algérie du début d'une guerre qui ne veut pas dire son nom n'est pas l'Algérie de la folie, de la haine ou de la liesse de l'année 1962.

Dans la France actuelle, tous les groupes porteurs d'une mémoire enfouie se réfugient dans le non-dit. Ils assistent aux multiples débats, dont on ne voit pas la fin, sur la seconde guerre mondiale et ses conséquences. Mais attendent, en vain, leur « chagrin et la Pitié » sur celle d'Algérie, où se mêlent le sang, les larmes, les trahisons et la poudre.

Pourquoi cette gêne, cette occultation d'une page de l'histoire française ? l'exemple des Américains, leur attitude à l'égard du Vietnam, impose immédiatement la comparaison. A force de films et de téléfilms qui frappent les imaginations, ils exorcisent sans cesse ce passé encombrant. Les différences profondes entre deux situations permettent-elles, à elles seules, d'expliquer, sans excuser, le quasi-silence de la France sur la guerre d'Algérie ?

Les États-Unis, la plus puissante nation de la planète, ont été défaits militairement avec leurs alliés sud-vietnamiens. Et cela, en dépit des fantastiques moyens logistiques mis en œuvre. En Algérie, la France n'a pas été battue militairement : elle avait gagné sur le terrain.

Soldats ou hommes politiques, journalistes ou historiens, tous en conviennent : entre 1959-1960, suite aux efficaces opérations jumelles, il n'existait plus de maquis organisés sur le sol algérien. L'affaire Si Salah — du nom de ce responsable maquisard de Kabylie qui souhaitait, en 1960, négocier directement avec les autorités françaises — illustre bien l'état d'effondrement de la « résistance intérieure » algérienne. L'ALN,

noyau de la future armée algérienne, était alors « aux frontières » stationnée au Maroc et en Tunisie.

La guerre d'Algérie a été perdue politiquement dans un monde qui, à l'époque, basculait dans la décolonisation. L'amertume et le silence de ceux qui se trouvaient engagés sur le terrain se comprend, d'abord, à travers ce constat. Pour certains, la « paix en Algérie » représente la trahison, avec l'abandon d'un territoire indissolublement et constitutionnellement lié à la France ; pour d'autres, la démobilisation, la « quille », signifie la fin d'une longue incertitude, la fin d'une guerre où l'on est entré et d'où l'on est sorti en aveugle. A côté des glorieux aînés de 14-18, des résistants de 40-45, dont on vante, célèbre, commémore sans cesse les mérites, le soldat d'Algérie à l'aigre impression d'appartenir à une génération de laissés pour compte.

La situation n'était pas la même en France. Les jeunes appelés nés entre 1932 et 1943, sont embarqués dans l'aventure algérienne. En tout, 3 millions de soldats traversent la Méditerranée, de 1955 à 1962. La France compte alors moins de 50 millions d'habitants. Énorme disproportion avec la minceur du corps expéditionnaire américain au Vietnam. Ces jeunes viennent de tout l'hexagone, de toutes les couches sociales. On mesure ainsi à quel point le conflit algérien touche en profondeur la société française. La guerre d'Algérie, ce n'est pas le mal de vivre ni le traumatisme d'une poignée de soldats égarés... « Ceux d'Algérie », vous pouvez les voir partout, dans le spectacle ou la vie politique. Vous les côtoyez sur votre lieu de travail, ils sont peut-être vos voisins de palier, ils constituent une classe d'âge de la société française. Employés, journalistes, ou PDG, ils vous parlent de tout, et pourtant « oublie » l'essentiel : leur guerre, celle d'Algérie...

Autre différence, les Américains reconnaissent avoir entrepris une vraie guerre. Pas tout de suite, certes. Qui ne se rappelle la fiction des « conseillers militaires » ? Mais, après l'offensive du Têt, en 1968, la guerre est là, et bien là. La « guerre d'Algérie », elle, c'est comme si elle n'existait pas. Occultée, entre guillemets. Trois départements français subissent la loi du « maintien de l'ordre », puis la « pacification ».

Et pourtant 30 000 morts au combat 250 000 camarades revenus blessés.

Avoir à 20 ans, fait son devoir de citoyen, cela mérite mieux que l'amnésie.

Puisse l'honneur leur être un jour solennellement rendu.

S.G.

## BANK POLSKA KASA OPIEKI S. A.

SUCCURSALE DE PARIS FONDÉE EN 1929

23, rue Taitbout - 75009 Paris

Tél. 42 47 12 72 MÉTRO CHAUSSÉE D'ANTIN

TOUTES OPÉRATIONS BANCAIRES INTERNATIONALES • CHANGE  
TRANSFERTS EN FAVEUR DES PERSONNES DOMICILIÉES EN POLOGNE

Bureaux ouverts du lundi au jeudi de 9 h à 16 h 30, le vendredi de 9 h à 15 h 30

FÉDÉRATION DES COMBATTANTS ALLIÉS EN EUROPE

Publication : EUROPA

3, rue Saint-Fiacre, Auvers - 91580 ETRÉCHY

PRÉSIDENT FÉDÉRAL : Thadée JAGO

J.O. du 13 janvier 1968

PRÉSIDENTS D'HONNEUR : MARÉCHAL ZDROJEWSKI et GÉNÉRAL COLIN-GUBBINS  
SIÈGE FÉDÉRAL : ST-FIACRE, 91580 ETRÉCHY - TÉL. : 60.80.39.05 - CCP LILLE 3893-92 X  
DIRECTEUR : THADÉE JAGO

Comité de Rédaction : JAGO, GROETSCHEL, de MONREAL, BEZA, LABALUE, DETROYAT  
Imprimeur : GROUP'7 - 93200 ST-DENIS

Commission Paritaire : n° 506 D 1973

Périodique de la Fédération des Combattants Alliés en Europe